EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	90 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Brançor	Un an..	100 »	150 »
	6 mois..	60 »	90 »
	3 mois..	36 »	55 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franc
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires.	La ligne de 27 lettres 3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

- Dahir du 23 juillet 1935 (21 rebia II 1354) portant suppression du service d'architecture de la direction générale des travaux publics 977
- Dahir du 20 août 1935 (19 jourmada I 1354) sur le crédit mutuel et la coopération agricoles 978
- Arrêté viziriel du 22 août 1935 (21 jourmada I 1354) relatif à la rétribution du personnel auxiliaire de l'Office du Protectorat à Paris 980

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

- Arrêté viziriel du 20 août 1935 (19 jourmada I 1354) modifiant l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation 969
- Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation relatif au contrôle des raisins frais à l'exportation 970
- Arrêté résidentiel portant modification à l'arrêté du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial 970
- Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la circulation sur la piste touristique allant de la route n° 2 à la plage de Mehdiâ 971
- Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'une enquête sur le projet de déclassement d'une section de l'ancienne piste de Meknès à El-Hajeb 971
- Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation modifiant et complétant les arrêtés des 7 janvier et 25 mars 1935 relatifs au contrôle des vins marocains à l'exportation 971
- Sapeurs-pompiers 971

PERSOINNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

- Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat 972

Page-	Admission à la retraite	972
	Radiation des cadres	973
	Concession de pensions civiles	973
	Concession de pension à des militaires de la garde de S.M. le Sultan	973

PARTIE NON OFFICIELLE

977	Avis de concours concernant une administration métropolitaine	973
978	Primes d'encouragement	974
	Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 5 au 11 août 1935	975
980	Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités	976
	Cours des blés tendres pratiqués sur la place de Casablanca pendant la période du 9 au 16 août 1935	976

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 23 JUILLET 1935 (21 rebia II 1354)
 portant suppression du service d'architecture de la direction générale des travaux publics.

LOUANGE A DIEU SEUL !
 (Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !
 Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le service d'architecture de la direction générale des travaux publics est supprimé.

Le paragraphe 5° de l'article 6 du dahir du 24 juillet 1920 (7 kaada 1338) portant création de la direction générale

rale des travaux publics, tel qu'il a été modifié par le dahir du 27 décembre 1926 (21 joumada II 1345), est abrogé.

ART. 2. — Le personnel du service d'architecture de la direction générale des travaux publics, tel qu'il a été organisé par l'arrêté viziriel du 15 mai 1930 (16 hija 1348), modifié par l'arrêté viziriel du 30 juillet 1931 (14 rebia I 1350), conserve le bénéfice du statut défini par ces textes.

Un arrêté du secrétaire général du Protectorat répartira les agents dudit service entre la direction générale des travaux publics et le secrétariat général du Protectorat (administration municipale, bureau d'architecture).

Sont transférées au secrétariat général du Protectorat, en ce qui concerne les agents qui seront affectés au secrétariat général, les attributions confiées antérieurement au directeur général des travaux publics au regard de la gestion du personnel du service d'architecture.

ART. 3. — Les présentes dispositions produiront effet à compter du 1^{er} juillet 1935.

*Fait à Rabat, le 21 rebia II 1354,
(23 juillet 1935).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 août 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

**DAHIR DU 20 AOUT 1935 (19 joumada I 1354)
sur le crédit mutuel et la coopération agricoles.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont ou demeurent abrogés les dahirs des :

9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel ;

26 novembre 1923 (16 rebia II 1342) relatif aux avances consenties par l'État aux caisses de crédit agricole mutuel ;

6 septembre 1924 (5 safar 1343) réglementant les avances spéciales à long terme faites par les caisses de crédit agricole mutuel à leurs sociétaires ou aux sociétés coopératives agricoles ;

10 mars 1925 (14 chaabane 1343) portant exonération des droits de timbre et d'enregistrement sur les prêts hypothécaires consentis par les caisses de crédit agricole mutuel ;

25 novembre 1925 (9 joumada I 1344) portant modification au dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel ;

7 avril 1926 (23 ramadan 1344) portant modification au dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel ;

20 juin 1928 (2 moharrem 1347) autorisant l'attribution d'avances exceptionnelles aux caisses de crédit agricole mutuel ;

9 novembre 1929 (6 joumada II 1348) relatif à l'exonération du timbre et de l'enregistrement des actes de

prêts, de quittance et de mainlevée passés avec leurs sociétaires par les caisses de crédit agricole mutuel ;

25 avril 1930 (26 kaada 1348) autorisant l'attribution d'avances exceptionnelles aux caisses de crédit agricole mutuel ;

30 juillet 1930 (4 rebia I 1349) autorisant l'attribution de nouvelles avances exceptionnelles aux caisses de crédit agricole mutuel ;

5 décembre 1930 (13 rejeb 1349) instituant une Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, et portant modification au dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel ;

21 mars 1934 (5 hija 1352) et 10 décembre 1934 (2 ramadan 1353) modifiant le dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel et le dahir du 5 décembre 1930 (13 rejeb 1349) instituant une Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, et portant modification au dahir du 9 mai 1923 (23 ramadan 1341) sur le crédit agricole mutuel ;

10 décembre 1934 (2 ramadan 1353) portant renonciation par l'État au remboursement des avances consenties aux caisses de crédit agricole mutuel et autorisant la souscription de l'État au capital de ces organismes par prélèvement sur les avances consenties,

et tous textes d'exécution pris en application des dahirs précités.

CHAPITRE PREMIER

De la Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole

ART. 2. — La Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole fonctionne désormais dans les conditions fixées par le présent dahir.

La Caisse fédérale jouit de la personnalité civile. Elle est chargée :

a) Dans les conditions arrêtées par le Protectorat, de la liquidation des opérations d'aménagement des dettes agricoles ;

b) De la gestion de la dotation du crédit mutuel et de la coopération agricoles.

Elle comprend deux sections entièrement distinctes correspondant à ces deux objets.

TITRE PREMIER

Première section. — Liquidation des opérations d'aménagement des dettes agricoles.

ART. 3. — Cette première section est chargée de l'application des modalités d'aménagement des créances reprises par la Caisse fédérale, notamment en ce qui concerne les conditions de remboursement et les garanties à exiger des débiteurs.

Elle est également chargée de toutes les opérations de trésorerie et de mouvements de fonds de la Caisse fédérale.

ART. 4. — L'administration de la première section est confiée à une commission d'administration composée de onze membres nommés annuellement par arrêté viziriel à raison de :

1° Trois membres choisis parmi les représentants des chambres d'agriculture au conseil du Gouvernement ;

2° Trois membres choisis parmi les représentants des chambres de commerce et d'industrie au conseil du Gouvernement ;

3° Trois membres choisis parmi les représentants du 3^e collège au conseil du Gouvernement ;

4° Deux fonctionnaires de la direction générale de l'agriculture désignés par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des membres présents.

La commission élit son président et son vice-président.

ART. 5. — La commission d'administration de la première section se réunit au moins une fois par semestre. Elle peut, d'ailleurs, être convoquée toutes les fois que les circonstances l'exigent à la demande de son président.

Elle peut valablement délibérer si sept au moins de ses membres en exercice assistent à la séance. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, la commission est convoquée de nouveau pour une date ultérieure et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et par le directeur de la Caisse fédérale ; ils font mention des membres présents.

ART. 6. — La commission d'administration est investie, en ce qui concerne l'administration de la première section de la Caisse fédérale, des pouvoirs suivants :

Elle délibère et donne son avis sur les comptes de cette section présentés par le directeur ;

Elle autorise toute action judiciaire ;

Elle peut transiger, donner tout désistement, mainlevée avec ou sans paiement ;

Elle détermine le placement de l'ensemble des fonds disponibles de la Caisse fédérale ;

Elle fixe le taux d'intérêt des dépôts de fonds qui peuvent être confiés à la Caisse.

Elle autorise tous retraits, transferts, aliénations de rentes, créances et valeurs appartenant à la Caisse.

ART. 7. — L'application des décisions de la commission d'administration de la première section, est suivie par un comité de contentieux composé du directeur de la Caisse fédérale et de quatre membres choisis parmi les membres de la commission.

La commission d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au comité de contentieux.

ART. 8. — Le comité de contentieux se réunit chaque fois que les circonstances l'exigent, à la demande du directeur.

Il peut valablement délibérer si trois au moins de ses membres assistent à la séance.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et le directeur ; ils font mention des membres présents.

TITRE DEUXIÈME

Deuxième section. — *Gestion de la dotation du crédit mutuel et de la coopération agricoles.*

ART. 9. — Cette deuxième section est chargée de la gestion de la dotation du crédit mutuel et de la coopération agricoles et du fonds commun de prévoyance des caisses de crédit agricole mutuel, créé par l'article 50. Elle centralise et tient pour leur compte la comptabilité des caisses locales.

ART. 10. — L'administration de la deuxième section est confiée à un conseil de gestion composé de douze membres :

1° Sept membres nommés annuellement par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, sur une liste de candidats présentés par chaque caisse de crédit agricole mutuel ;

2° Quatre membres choisis chaque année par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pour représenter la coopération agricole ;

3° Un représentant de l'administration, désigné par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Le conseil de gestion élit son président et son vice-président.

ART. 11. — Le conseil de gestion se réunit au moins une fois par semestre. Il peut, d'ailleurs, être convoqué chaque fois que les circonstances l'exigent, à la demande de son président.

Il peut valablement délibérer si neuf au moins de ses membres en exercice assistent à la séance. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil de gestion est convoqué de nouveau pour une date ultérieure, et les délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des présents. Les procès-verbaux sont signés par le président, par le secrétaire et par le directeur de la Caisse fédérale. Ils font mention des membres présents. Ils sont visés par le commissaire du Gouvernement près la deuxième section.

ART. 12. — Le conseil de gestion de la deuxième section de la Caisse fédérale est investi, pour l'administration de cette section, des pouvoirs suivants :

Il examine les demandes d'avances présentées par les caisses de crédit agricole mutuel et les sociétés coopératives agricoles ou unions de coopératives agricoles ;

Il assure la répartition fixée par la commission consultative du crédit agricole pour les avances ou fiches d'es-compte à attribuer aux institutions de crédit mutuel ou de coopération agricoles ;

Il prend toutes décisions relatives aux garanties à exiger ainsi qu'aux modalités de remboursement ;

Il délibère et donne son avis sur les comptes de la deuxième section présentés par le directeur ;

Il autorise toute action judiciaire ;

Il peut transiger, donner tout désistement, mainlevée, avec ou sans paiement ;

Il arrête et approuve les comptes annuels.

TITRE TROISIÈME

FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE FÉDÉRALE

ART. 13. — Le fonctionnement des services de la Caisse fédérale ainsi que l'exécution des décisions de la commission d'administration de la première section, du comité de contentieux et du conseil de gestion de la deuxième section, sont assurés par un directeur nommé par le directeur général des finances, après avis du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 14. — Le directeur assiste avec voix consultative aux réunions des commission et conseil, et avec voix délibérative aux réunions du comité de contentieux.

Il possède la signature sociale, et représente la Caisse fédérale en justice, et vis-à-vis de toutes administrations et de tous particuliers.

Il fait tous actes conservatoires et agit en référé.

Il nomme le personnel sous réserve de l'agrément des directeurs généraux des finances et de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Il dresse en fin d'exercice l'inventaire et le bilan général, et il peut :

Passer les baux et locations d'immeubles ;

Réaliser les achats et les ventes de meubles, et procéder à la réforme des objets mobiliers hors d'usage ou impropres au service auquel ils sont destinés ;

Déléguer sous sa responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs agents de la caisse.

ART. 15. — Un commissaire du Gouvernement nommé par décision du directeur général des finances est chargé de contrôler et de surveiller la gestion et la situation financière de la Caisse fédérale, l'exactitude matérielle des écritures et de l'encaisse et l'application de toutes les dispositions légales et réglementaires.

Le commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultative aux séances de toutes les commissions ou de tout comité fonctionnant à la Caisse fédérale.

Il transmet au directeur général des finances les demandes d'avance ou d'autorisation d'emprunt.

Son avis est obligatoirement demandé par le directeur pour tout engagement de dépense. Le directeur ne peut passer outre au veto du commissaire du Gouvernement qu'après autorisation du directeur général des finances.

Le commissaire du Gouvernement sera assisté dans ses fonctions près de la deuxième section de la Caisse fédérale par un commissaire du Gouvernement adjoint nommé par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. Le commissaire du Gouvernement adjoint sera spécialement chargé d'une liaison permanente entre la Caisse fédérale et la direction générale de l'agriculture, et de la surveillance de l'application par la Caisse fédérale des dispositions législatives et réglementaires relatives au crédit mutuel et à la coopération agricoles.

ART. 16. — Les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à la Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole qui tient ses écritures, effectue ses recettes et ses paiements suivant les lois et usages du commerce, et conformément aux instructions du directeur général des finances.

Une comptabilité distincte est tenue pour chacune des deux sections de la Caisse fédérale.

La comptabilité générale est formée par la juxtaposition de ces deux comptabilités.

ART. 17. — L'année sociale commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet. A la suite de la clôture de chaque exercice l'inventaire, le bilan général, et, pour chaque section, l'état de la situation active et passive ainsi que les comptes de profits et pertes, sont adressés au directeur général des finances.

ART. 18. — Les produits nets dans chaque section comptable, déduction faite des charges, constituent les bénéfices qui sont affectés à un fonds de réserve.

ART. 19. — Un état de prévision de recettes et de dépenses sera préparé par le directeur dans la première quinzaine de juin pour l'année sociale à venir. Après approbation de la commission d'administration de la première section, il est transmis à la direction générale des finances par le commissaire du Gouvernement.

Des modifications à l'état de prévisions de recettes et de dépenses peuvent être présentées en cours d'exercice ; elles sont préparées et approuvées dans la même forme.

ART. 20. — L'attribution des avances consenties par l'Etat à la Caisse fédérale est faite par décision du directeur général des finances qui fixe le montant, le taux et la durée de ces avances. La Caisse fédérale remet à la direction générale des finances des engagements de se libérer à l'échéance indiquée.

ART. 21. — Les actes et écrits relatifs aux emprunts contractés par la Caisse fédérale de la mutualité et de la coopération agricole, ainsi que les avances qu'elle consent aux organismes de crédit mutuel et de coopération agricoles sont exonérés de tous droits d'enregistrement et de timbre ; cette exonération est, en outre, applicable aux actes portant affectation de gage, quittance ou mainlevée passés à la suite de ces opérations d'emprunts ou d'avances.

ART. 22. — Les fonctions de membres de la commission d'administration de la première section, du comité de contentieux et du conseil de gestion de la deuxième section, sont gratuites.

Les frais de déplacement et de séjour des membres qui n'habitent pas Rabat leur seront remboursés suivant une procédure et un tarif qui seront arrêtés par le directeur général des finances, après avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 23. — Une commission des comptes est chargée de vérifier annuellement les comptes de la Caisse fédérale. Elle est composée sous la présidence du directeur général des finances, ou de son délégué, de deux inspecteurs de la comptabilité à la direction générale des finances, et des deux commissaires du Gouvernement près de la Caisse fédérale.

Le directeur de la Caisse fédérale tient à la disposition de la commission, à l'appui de ses comptes, tous les documents justificatifs de sa gestion.

La commission des comptes dresse son rapport au Gouvernement chérifien, en lui proposant, s'il y a lieu, toutes injonctions utiles.

ART. 24. — La Caisse fédérale est soumise au contrôle de l'inspection générale des finances.

CHAPITRE II

Du crédit agricole

TITRE PREMIER

DES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

Première section. — *Constitution. — Autorisation. — Publicité.*

ART. 25. — Des caisses de crédit agricole mutuel peuvent, avec l'autorisation du Gouvernement, se constituer dans la zone française de l'Empire chérifien.

ART. 26. — Peuvent faire partie des caisses de crédit agricole mutuel :

1° Les agriculteurs propriétaires, métayers, fermiers ou locataires, exploitant dans la circonscription de la caisse de crédit agricole ;

2° Les petits artisans ruraux exerçant une profession connexe à la production agricole.

ART. 27. — Les caisses de crédit agricole mutuel ont exclusivement pour objet de faciliter les opérations concer-

nant directement la production agricole, effectuées par leur sociétaires.

Elles ont la personnalité civile.

Elle ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

ART. 28. — Le capital social ne peut être constitué qu'au moyen de parts souscrites par les membres de la caisse.

Ces parts sont nominatives, intégralement libérées, et ne peuvent faire l'objet soit d'une cession, soit d'une dation en gage qu'à des membres de la caisse, à des personnes réunissant les conditions requises pour en faire partie, et ce avec l'agrément de la caisse.

ART. 29. — Les caisses de crédit agricole mutuel ne sont valablement constituées que lorsqu'elles réunissent sept membres au moins, et après versement de la totalité du capital souscrit et publication de l'arrêté d'autorisation au *Bulletin officiel* du Protectorat.

ART. 30. — Les caisses de crédit agricole mutuel sont exclusivement soumises aux dispositions des articles 10 à 18 et 128 et suivants du dahir formant code de commerce.

ART. 31. — L'autorisation du Gouvernement est donnée par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation pris sur l'avis conforme du directeur général des finances.

L'arrêté d'autorisation ou ceux qui seraient pris pour le modifier ou le compléter fixent, s'il y a lieu, les conditions particulières auxquelles l'autorisation est accordée.

ART. 32. — En vue d'obtenir l'autorisation du Gouvernement, les fondateurs de toute caisse de crédit agricole mutuel sont tenus d'effectuer, dans le délai d'un mois consécutif à la réunion de l'assemblée générale constitutive et dans les conditions qui seront fixées par arrêté viziriel, la déclaration à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation :

1° Des statuts et règlements intérieurs de la caisse ;

2° Des nom, profession, nationalité et domicile des sociétaires et des personnes chargées de l'administration, de la gérance, de la direction et de la surveillance des opérations de la caisse.

ART. 33. — Toute modification aux statuts et aux règlements intérieurs d'une caisse de crédit agricole mutuel, tout changement dans le personnel de direction et d'administration, doivent être déclarés dans les mêmes formes que ci-dessus.

ART. 34. — L'autorisation du Gouvernement est rapportée par arrêté viziriel pris sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et après avis conforme du directeur général des finances :

1° Sans préavis :

a) Lorsqu'elle a été obtenue par fraude ;

b) Lorsque la caisse a cessé toute activité depuis deux ans au moins ou a été dissoute par jugement ou délibération de l'assemblée générale ;

c) Dans le cas d'infraction aux dispositions des articles 36 et 38 du présent dahir ;

2° Avec un préavis de trois mois :

a) Lorsque la caisse de crédit a perdu le caractère d'institution régie par le présent dahir, ou ne se trouve plus dans les conditions dans lesquelles l'autorisation a

été accordée, par suite de modifications apportées aux statuts ou aux règlements intérieurs ou de violation de ces statuts ou règlements intérieurs ;

b) En cas d'infraction aux articles 31 (2° alinéa), 33, 37, 13 (2° paragraphe), 52, 53.

Notification du retrait de l'autorisation est immédiatement faite au secrétariat-greffe de la justice de paix de la circonscription de la caisse de crédit.

ART. 35. — En cas de retrait de l'autorisation, l'assemblée générale doit, dans un délai de deux mois, prononcer la dissolution de la caisse de crédit et sa liquidation.

Passé ce délai, il est procédé à la dissolution, à la requête du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, par ordonnance du président du tribunal de première instance du siège social qui nomme un liquidateur.

ART. 36. — Les caisses de crédit agricole mutuel sont soumises aux conditions de publicité suivantes :

Avant toute opération, et dans le délai d'un mois à dater de la publication au *Bulletin officiel* de l'arrêté d'autorisation, les statuts signés par sept membres fondateurs au moins, la liste complète des administrateurs, gérants, directeurs et commissaires aux comptes, tous acceptants, la liste complète des sociétaires indiquant leurs nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, et la copie conforme de l'arrêté d'autorisation, sont déposés en double exemplaire, au secrétariat-greffe de la justice de paix de la circonscription dans laquelle la caisse a son siège.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, il est déposé au même secrétariat-greffe et également en double exemplaire certifié conforme, la liste des membres faisant partie de la caisse à cette date, ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent et le détail du compte profits et pertes.

Il est donné récépissé de chacun de ces dépôts.

L'un des doubles de chaque document déposé est adressé séance tenante par le juge de paix au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de la circonscription. Les deux doubles doivent être communiqués à tout requérant.

ART. 37. — Tous actes ou délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la prorogation ou la dissolution anticipée de la caisse, la désignation des administrateurs et la fixation du maximum d'augmentation du capital social, sont soumis, dans le délai d'un mois, aux formalités de publicité prévues à l'article précédent.

Deuxième section. — Opérations des caisses de crédit agricole.

ART. 38. — Les caisses de crédit agricole mutuel peuvent, dans les conditions qui seront fixées par arrêté viziriel, consentir à leurs sociétaires :

1° Des prêts d'argent à court terme, dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle les prêts sont consentis, l'opération doit, en principe, être réalisée et terminée dans un délai qui n'excède pas celui de la campagne agricole ;

2° Des prêts d'argent à moyen terme pour l'équipement et l'aménagement de leurs exploitations. Ces prêts sont remboursables en dix années au plus par amortissements annuels de 1/8^e au minimum à partir de la troisième année au plus tard. Ils comportent obligatoirement des

garanties réelles, telles que nantissements mobiliers, warrants, hypothèques ou dépôts de titres négociables en bourse.

ART. 39. — Pour la réalisation des prêts à court terme, les caisses de crédit agricole escomptent les effets souscrits par leurs seuls sociétaires en vue d'opérations exclusivement agricoles.

Pour la réalisation des prêts à moyen terme, les caisses de crédit font signer à leurs sociétaires des engagements spéciaux qui fixent les conditions du prêt, les garanties fournies et les conditions de remboursement.

Elles peuvent, en outre :

- 1° Réescompter leur portefeuille à la Caisse fédérale ;
- 2° Recevoir des avances de l'État ;
- 3° Placer les fonds momentanément disponibles en compte de dépôt à la Caisse fédérale.

Toutes autres opérations leur sont interdites.

Troisième section. — *Fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel.*

ART. 40. — Les statuts déterminent le siège, la circonscription territoriale et le mode d'administration de la société.

Ils fixent :

- 1° La nature et l'étendue de ses opérations ;
- 2° Les règles à suivre pour la dissolution de la société ;
- 3° La composition du capital, la proportion dans laquelle chacun des membres peut contribuer à la constitution de ce capital et les conditions dans lesquelles il peut se retirer ;

4° Le taux d'intérêt des parts sociales qui ne peut excéder le taux moyen annuel d'escompte de la Banque d'État du Maroc avec un maximum de 4 % ;

5° Ils spécifient qu'en aucun cas, le taux de remboursement des parts sociales ne peut excéder leur valeur nominale, et qu'aucun dividende ne peut leur être attribué.

ART. 41. — Les statuts spécifient expressément :

1° Que la souscription d'une part sociale comporte adhésion non seulement aux statuts mais encore aux délibérations de l'assemblée générale et à tous règlements intérieurs établis par le conseil d'administration ;

2° Qu'il est obligatoirement établi par les soins du conseil d'administration, des règlements intérieurs pour les opérations de prêts à court et moyen termes.

ART. 42. — Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements pris par les caisses de crédit agricole.

Les sociétaires sortants ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation et le règlement des opérations en cours au moment où ils se retirent. Dans tous les cas, leur responsabilité cesse cinq ans après la date de leur sortie.

Les caisses de crédit agricole mutuel ont, pour toutes obligations de leurs sociétaires vis-à-vis d'elles, un privilège sur les parts formant le capital social. Ce privilège s'exécute sur simple décision de l'assemblée générale sans autre formalité.

ART. 43. — Les statuts fixent le nombre des administrateurs qui ne peut être supérieur à neuf, la durée de leurs fonctions qui ne peut excéder trois années, et les modalités de leur renouvellement.

Les deux tiers des administrateurs sont désignés par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et le tiers restant est élu par l'assemblée générale des porteurs de parts. S'il ne se trouve pas suffisamment de candidats présentant la deuxième des conditions requises par le paragraphe 1^{er} ci-dessous, les administrateurs titulaires des postes vacants sont désignés par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation. En outre, les fonctions d'administrateur élu sont incompatibles avec des fonctions électives quelles qu'elles soient.

Les statuts mentionnent expressément :

1° Que les membres de la caisse chargés de l'administration sont Français ou Marocains non protégés par une puissance étrangère, que le montant des dettes pour lesquelles ils ont bénéficié d'un aménagement par la Caisse fédérale ne peut excéder 100.000 francs ;

2° Que les fonctions sont entièrement gratuites, ne donnent lieu au remboursement d'aucun frais de déplacement ou de séjour, et incompatibles avec celles de directeur ou d'agent rétribué d'une institution de crédit, de mutualité ou de coopération ;

3° Que nul ne peut voter par procuration au sein du conseil d'administration ;

4° Que le personnel rétribué reçoit un traitement fixe à l'exception de toute commission ;

5° Que seul le président, ou en son absence un vice-président, peut recevoir la signature sociale.

ART. 44. — La responsabilité personnelle des membres chargés de l'administration des caisses de crédit agricole n'est engagée qu'en cas de faute lourde, de violation des statuts, ou du présent dahir.

En outre, en cas de fausses déclarations relatives aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs et du directeur, ainsi que d'infraction aux dispositions des articles 38, 39 et 52 du présent dahir, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 45. — Les statuts prévoient que l'assemblée générale se réunit chaque année avant le 1^{er} mars et qu'elle se réunit, en outre, extraordinairement :

1° Chaque fois que le conseil en reconnaît l'utilité, les administrateurs étant tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale en cas de perte de la moitié du capital versé ;

2° Sur réquisition écrite du 1/4 au moins des porteurs de parts en règle avec la caisse, à la date de la réquisition, aux termes du premier alinéa de l'article 46 ;

3° Sur demande expresse des commissaires de surveillance.

ART. 46. — L'assemblée générale se compose de tous les porteurs de parts ayant satisfait aux obligations statutaires et n'ayant pas plus de 150.000 francs de dettes aménagées par la Caisse fédérale.

Chaque sociétaire ne peut, en aucun cas, posséder plus d'une voix.

L'associé mandataire ne peut réunir les mandats de plus de deux sociétaires absents.

ART. 47. — Les assemblées générales qui ont à délibérer sur des cas autres que ceux prévus par le deuxième alinéa du présent article, doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant, par eux-mêmes ou par procuration, la moitié au moins des membres inscrits à la société.

Les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts ou sur la dissolution de la société doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant, par eux-mêmes ou par procuration, les 2/3 au moins des membres inscrits à la société.

Si l'assemblée ne réunit pas un nombre de membres en proportion suffisante pour prendre une délibération valable, suivant les distinctions ci-dessus établies, une nouvelle assemblée est convoquée au moins huit jours à l'avance, dans les formes statutaires. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Dans les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts ou à la dissolution de la caisse, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les 2/3 au moins des voix des sociétaires présents ou représentés.

Dans toutes les autres assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

ART. 48. — L'assemblée générale annuelle désigne un ou plusieurs commissaires de surveillance, sociétaires ou non, chargés d'examiner les comptes et la gestion de la société, en vue de faire un rapport à l'assemblée générale suivante sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

La délibération contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a été précédée du rapport des commissaires.

Les commissaires ont, dans les trois mois qui précèdent la réunion de l'assemblée générale annuelle, le droit de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société. Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

ART. 49. — Les produits nets constatés lors de l'inventaire annuel, après déduction des frais généraux, pertes et charges de toute nature, sont affectés à la constitution d'un fonds de réserve dans la proportion de 20 %.

L'excédent des produits nets, après ce prélèvement, est versé à concurrence de 75 % au fonds commun de prévoyance des caisses de crédit agricole mutuel institué à l'article 50.

Sur le surplus, est prélevée la somme nécessaire pour payer, le cas échéant, aux porteurs de parts sociales, l'intérêt fixé par l'assemblée générale annuelle.

Le solde est versé au fonds commun de prévoyance.

ART. 50. — Il est créé un fonds commun de prévoyance des caisses de crédit agricole mutuel ayant pour objet de permettre l'attribution de subventions aux caisses de crédit agricole mutuel en cas d'insuffisance de leurs produits annuels.

Ce fonds est géré par la Caisse fédérale ; il reçoit les excédents de produits nets des caisses de crédit agricole mutuel dans les conditions visées à l'article 49, il s'augmente des profits de sa gestion.

ART. 51. — En cas de dissolution, les fonds de réserve et le reste de l'actif net, après paiement des dettes sociales et remboursement des parts sociales (dont le taux ne peut excéder le montant de la somme effectivement versée par le souscripteur), sont affectés à une œuvre d'intérêt agricole sur décision de l'assemblée générale, approuvée par le

directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis de la commission consultative du crédit mutuel et de la coopération agricoles.

Quatrième section. — Du contrôle de l'État.

ART. 52. — Les caisses de crédit agricole mutuel sont soumises au contrôle permanent de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Les agents de la direction générale de l'agriculture ont qualité pour vérifier la comptabilité et la gestion, ainsi que l'application des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ; ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives.

ART. 53. — Les directeurs ou secrétaires des caisses de crédit agricole mutuel sont nommés par arrêté du directeur général de l'agriculture, pris sur avis conforme du directeur général des finances.

Les directeurs des coopératives agricoles ou de leurs unions bénéficiant du concours financier de l'État sous forme, soit d'avances, soit de subventions, soit de garantie d'intérêt, etc., doivent être agréés par la direction générale de l'agriculture et la direction générale des finances.

Les agents des institutions de crédit mutuel ou de coopération agricoles visés aux deux premiers alinéas du présent article, sont soumis à l'inspection de la direction générale des finances.

La nomination ou l'agrément peuvent être retirés dans le cas de faute grave des agents intéressés.

TITRE DEUXIÈME

DES AVANCES AUX CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ET AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.

ART. 54. — Il pourra être constitué par l'État ou la Caisse fédérale une dotation du crédit agricole destinée à être remise à titre d'avances aux caisses de crédit agricole mutuel et aux sociétés coopératives agricoles ou à leurs unions.

Un arrêté viziriel pris sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et du directeur général des finances, fixe les proportions dans lesquelles cette dotation est affectée à des avances pour prêts à court terme et à moyen terme ou à des avances pour prêts à des sociétés coopératives agricoles ou à des unions de coopératives agricoles.

ART. 55. — La réalisation des avances accordées en vertu du présent dahir est assurée par la Caisse fédérale.

ART. 56. — Les avances pour prêts à court terme et à moyen terme aux caisses de crédit agricole mutuel sont consenties en comptes courants ouverts à la Caisse fédérale.

ART. 57. — Le total des avances consenties à chaque société coopérative agricole ou union de coopératives agricoles ne peut excéder à aucun moment le double de son capital versé en espèces.

Ces avances sont faites pour une durée de 25 ans au maximum ; leur amortissement et le paiement de leurs intérêts se font par annuités égales.

A titre exceptionnel, les sociétés coopératives agricoles ou unions de coopératives agricoles, ayant bénéficié d'avances, peuvent être autorisées à ne payer pendant les trois premières années que des amortissements réduits calculés

en tenant compte des résultats présumés de leur entreprise au cours de ces trois premières années ; ce délai peut être porté à six ans lorsque la durée de l'avance excède dix ans et à dix ans lorsque cette durée excède quinze ans.

A l'expiration de la période fixée pour ces amortissements réduits, le remboursement de la somme restant due à cette date et le paiement des intérêts se font par annuités égales.

Le paiement de l'annuité se fait par versements annuels ou semestriels suivant les clauses du contrat. Les paiements par anticipation font l'objet, s'il y a lieu, et au profit de la partie versante, d'une déduction d'intérêt correspondant au temps couru.

ART. 58. — Les demandes d'avances doivent indiquer d'une manière précise la destination des fonds sollicités ; elles sont présentées par l'intermédiaire de la Caisse fédérale au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Pour la réalisation des avances consenties, la Caisse fédérale fait souscrire aux institutions bénéficiaires des engagements fixant l'objet, le montant, le taux d'intérêt et la durée de l'avance, les garanties fournies et les conditions du remboursement.

ART. 59. — Toutes les avances deviennent immédiatement remboursables en cas d'infraction aux dispositions du présent dahir, de violation des statuts, de faillite, de liquidation judiciaire, d'annulation de l'autorisation ou de modification aux statuts qui n'aurait pas été préalablement approuvée par le directeur général de l'agriculture.

Aucune modification ne peut avoir pour effet de diminuer les garanties de remboursement de l'avance accordée.

Toute avance non remboursée à l'échéance porte, de plein droit, intérêt à partir de ladite échéance au taux pratiqué le jour de l'échéance par la Banque d'État du Maroc.

ART. 60. — Lorsque les sociétés coopératives agricoles ou leurs unions, auxquelles sont attribuées les avances, sont propriétaires de terrains, ces avances ne sont consenties que moyennant hypothèque prise au profit de la Caisse fédérale sur lesdits terrains et sur les constructions à y aménager ou à y élever.

Promesse expresse d'hypothèque est spécifiée au profit de la Caisse fédérale sur l'ensemble des immeubles dont les coopératives agricoles ou leurs unions bénéficiaires d'avances pourront devenir propriétaires ; l'hypothèque est réalisée dès l'acquisition des terrains avec extension aux bâtiments.

La coopérative doit justifier que les immeubles lui appartenant ne sont pas grevés de privilèges ou hypothèques préjudiciables à la garantie réclamée pour le remboursement de l'avance.

TITRE TROISIÈME

DISPOSITIONS FISCALES ET DIVERSES

ART. 61. — Les caisses de crédit agricole mutuel sont privilégiées sur les récoltes et les produits de l'élevage pour le remboursement des prêts de campagne et le paiement des intérêts de ces prêts au même rang que les créances visées au paragraphe 1^{er} de l'article 1250 du dahir formant code des obligations et contrats.

Elles sont privilégiées sur les récoltes et les produits de l'élevage de l'année en cours pour le paiement des annuités d'amortissement et d'intérêts des prêts à moyen terme au même rang que les créances énumérées au paragraphe 2 de l'article 1250 du code des obligations et contrats.

ART. 62. — Sont exonérés de tous droits de timbre et d'enregistrement les actes de prêts passés en conformité du présent dahir par les caisses de crédit agricole mutuel en faveur de leurs sociétaires.

Les actes constitutifs des caisses de crédit agricole sont sujets au seul droit fixe d'enregistrement lorsque ces organismes se conforment aux prescriptions du présent dahir.

ART. 63. — Les caisses de crédit agricole mutuel, régulièrement autorisées, dont les statuts, le fonctionnement et les opérations sont reconnus conformes aux dispositions du présent dahir, sont exemptes de l'impôt des patentes.

TITRE QUATRIÈME

DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DU CRÉDIT MUTUEL ET DE LA COOPÉRATION AGRICOLES

ART. 64. — Il est créé une commission consultative du crédit mutuel et de la coopération agricoles appelée à donner son avis sur les questions se rapportant au crédit mutuel et à la coopération agricoles qui lui sont soumises par son président.

Cette commission, présidée par le Commissaire Résident général ou le secrétaire général du Protectorat, est composée :

- 1° Du directeur général des finances, ou de son représentant ;
- 2° Du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, ou de son représentant ;
- 3° Du chef du service de la colonisation et du crédit agricole ;
- 4° Du commissaire du Gouvernement et du commissaire adjoint du Gouvernement près la Caisse fédérale ;
- 5° D'un délégué du conseil de gestion de la 2^e section de la Caisse fédérale ;
- 6° De deux représentants élus des caisses de crédit agricole mutuel ;
- 7° D'un représentant de la coopération agricole désigné par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;
- 8° D'un inspecteur de la colonisation et du crédit agricole qui remplit également les fonctions de secrétaire.

CHAPITRE III

De la coopération agricole

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Première section. — *Autorisation. — Constitution. — Publicité.*

ART. 65. — Des sociétés coopératives agricoles et leurs unions peuvent, avec l'autorisation du Gouvernement, se constituer sous le régime du présent dahir dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les sociétés coopératives agricoles et les unions de coopératives agricoles ont la personnalité civile. Elles ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement.

Les articles 10 à 18, 128 et suivants du dahir formant code de commerce leur sont exclusivement applicables.

ART. 66. — Le capital social des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions est formé au moyen de parts souscrites par les sociétaires.

Ces parts sont nominatives ; elles ne sont transmissibles que par voie de cession avec l'agrément du conseil d'administration et qu'à des personnes remplissant les conditions requises pour faire partie de la coopérative et de l'union. Leur valeur ne peut être supérieure à 1.000 francs.

Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions ne peuvent être constituées qu'après versement intégral du capital social.

ART. 67. — Les sociétés coopératives agricoles et les unions de coopératives agricoles ne sont valablement constituées qu'après publication de l'arrêté d'autorisation au *Bulletin officiel* du Protectorat.

ART. 68. — L'autorisation du Gouvernement est donnée par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis conforme du directeur général des finances.

L'arrêté d'autorisation ou ceux qui seraient pris pour le modifier ou le compléter fixent, s'il y a lieu, les conditions particulières suivant lesquelles l'autorisation est accordée et auxquelles la coopérative agricole ou l'union de coopératives agricoles autorisée est tenue de se soumettre.

ART. 69. — En vue d'obtenir l'autorisation du Gouvernement, les fondateurs de toute société coopérative agricole ou union de coopératives agricoles sont tenus d'effectuer, dans le délai d'un mois consécutif à la réunion de l'assemblée générale constitutive et dans les conditions qui seront fixées par arrêté viziriel, la déclaration à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation :

- 1° Des statuts de la coopérative ou de l'union ;
- 2° Des nom, profession, nationalité et domicile des adhérents et des personnes chargées de l'administration, de la gérance, de la direction et de la surveillance des opérations de la coopérative ou de l'union.

ART. 70. — Toute modification aux statuts d'une coopérative ou d'une union de coopératives agricoles, tout changement dans le personnel de direction ou d'administration doivent être déclarés dans les mêmes formes que ci-dessus.

ART. 71. — L'autorisation du Gouvernement est rapportée par arrêté viziriel pris sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis conforme du directeur général des finances, lorsque la société coopérative ou l'union de coopératives agricoles a bénéficié de subventions ou d'avances de l'État :

- 1° Sans préavis :
 - a) Lorsqu'elle a été obtenue par fraude ;

b) Lorsque la coopérative ou l'union a cessé toute activité depuis deux ans au moins, ou a été dissoute par jugement ou délibération de l'assemblée générale ;

c) Dans le cas d'infraction aux dispositions des articles 69 et 74 du présent dahir.

2° Avec un préavis de trois mois :

a) Dans le cas où la coopérative ou l'union ont perdu le caractère d'institution régie par le présent dahir, par suite de modifications apportées aux statuts ou de violation de ceux-ci ;

b) En cas d'infraction aux dispositions des articles 68 (2^e alinéa), 75 et 95 du présent dahir.

ART. 72. — L'autorisation peut être rapportée dans les mêmes formes que ci-dessus dans le cas où la coexistence, dans la même circonscription, de plusieurs coopératives agricoles poursuivant le même objet apparaîtrait de nature à nuire à leur bon fonctionnement ou aux intérêts des agriculteurs de la circonscription commune.

ART. 73. — En cas de retrait de l'autorisation, l'assemblée générale doit, dans un délai de deux mois, prononcer la dissolution de la coopérative agricole ou de l'union et faire procéder à sa liquidation.

Passé ce délai, il est procédé à la dissolution à la requête du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation par ordonnance du président du tribunal de première instance du siège social qui nomme un liquidateur.

ART. 74. — Les sociétés coopératives agricoles et unions de coopératives agricoles sont soumises aux conditions de publicité suivantes :

Avant toute opération et dans le délai d'un mois à dater de la publication de l'arrêté d'autorisation au *Bulletin officiel* du Protectorat, le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, les statuts, la liste complète des administrateurs, gérants, directeurs, commissaires aux comptes, tous acceptants, et celle des sociétaires indiquant leur nom, prénoms, nationalité, profession, domicile, le montant de leur souscription, et l'emplacement de leur exploitation agricole, en deux exemplaires, chacun signé par sept membres fondateurs au moins, sont déposés, ainsi que deux exemplaires du *Bulletin officiel* dans lequel a été publié l'arrêté d'autorisation, au secrétariat-greffe de la justice de paix de la circonscription dans laquelle la société a son siège.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, il est déposé, au même secrétariat-greffe et également en double exemplaire certifié conforme, la liste des membres faisant partie de la société à cette date ainsi que le bilan des opérations effectuées au cours de l'exercice précédent et le détail du compte des pertes et profits.

Il est donné récépissé de chacun de ces dépôts, l'un des doubles de chaque document déposé est adressé, séance tenante, par le juge de paix au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de la circonscription. Les deux doubles doivent être communiqués à tout requérant.

Un exemplaire de chacun des documents énumérés au 2^e alinéa ci-dessus est conservé au siège de la société.

Chaque associé reçoit un exemplaire des statuts certifié conforme par le président du conseil d'administration ou son délégué.

ART. 75. — Sont soumis aux formalités prévues au 2° alinéa de l'article précédent, tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts, la prorogation ou la dissolution anticipée de la société et la fixation du maximum d'augmentation du capital social.

Le dépôt de ces documents est accompagné d'un récépissé en double exemplaire de la déclaration prévue par l'article 70.

Deuxième section. — *Le titre coopératif.*

ART. 76. — Un registre des coopératives agricoles est tenu par la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

L'arrêté d'autorisation mentionne le numéro sous lequel la coopérative autorisée doit être inscrite sur ledit registre.

Toute modification aux statuts postérieure à l'autorisation et réalisée dans le cadre des prescriptions du présent dahir, est mentionnée sur le registre avec la désignation des articles modifiés.

Le retrait de l'autorisation accordée à une coopérative agricole ou à une union de coopératives agricoles entraîne la radiation de l'inscription de l'institution sur le registre des coopératives agricoles institué par le présent article.

ART. 77. — Dans tous les actes, factures, correspondances, annonces, publications et autres documents imprimés ou autographiés, émanant des coopératives agricoles ou de leurs unions, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « coopérative agricole » ou « union de coopératives agricoles » et accompagnée de la mention du numéro d'inscription au registre des coopératives agricoles.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 50 à 1.000 francs.

ART. 78. — Aucune entreprise ne peut se servir dans sa dénomination et sa publicité, dans les marques, conditionnement et emballages des produits fabriqués, transformés, manutentionnés ou vendus par elle, et dans les documents de quelque nature qu'ils soient émanant d'elle, des mots « coopérative agricole » ou d'une expression quelconque susceptible de créer une confusion entre elle et une institution régie par le présent dahir, si elle ne satisfait pas à la définition et ne se conforme pas aux règles posées par ce dernier.

Toutefois, les entreprises qui ont pris, avant la promulgation du présent dahir, une dénomination contraire aux prescriptions du présent article ont un délai d'un an pour modifier leur dénomination ou lui ajouter la mention « Entreprise non reconnue comme coopérative agricole ».

Cette mention, qui devra être inscrite sur le registre du commerce, devra, en outre, être portée en caractères de même dimension que ceux de l'expression susceptible de créer la confusion visée au 1^{er} alinéa ci-dessus, sur les factures, notes de commandes, tarifs, prospectus, enseignes et, en général, sur tous documents émanant de l'entreprise en cause.

ART. 79. — Toute infraction aux dispositions de l'article précédent sera punie des peines prévues par les articles 479 et 480 du code pénal.

En cas de récidive, le propriétaire, les administrateurs, directeurs et gérants de l'établissement ayant usurpé le titre de coopérative agricole sont punis de six jours à

deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 10.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Dans le cas où les peines ci-dessus seraient prononcées à l'encontre des administrateurs, directeurs et gérants d'une entreprise qui se serait placée frauduleusement sous le régime du présent dahir et aurait ainsi obtenu l'autorisation du Gouvernement, le jugement de condamnation pourra, en outre, ordonner la dissolution de la prétendue coopérative agricole.

Troisième section. — *Dispositions communes au fonctionnement des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions.*

ART. 80. — Les statuts de toute coopérative agricole ou union de coopératives agricoles déterminent expressément :

- 1° Son siège social, sa circonscription et sa durée ;
- 2° Son objet spécial ;
- 3° Son mode d'administration.

Ils spécifient :

- 1° Que tout associé a le droit de se retirer en tout temps, sauf application de l'article 83 ;
- 2° Que les administrateurs sont Français ou Marocains non protégés par une puissance étrangère ;
- 3° Que les fonctions d'administrateur sont entièrement gratuites ;
- 4° Que les réserves ne peuvent, en aucun cas ni à aucun moment, être réparties entre les sociétaires ou leurs ayants droit, sauf dispositions contraires dans les statuts des coopératives agricoles régulièrement constituées sous le régime de la législation antérieure ;
- 5° Que la comptabilité est tenue conformément aux prescriptions du dahir formant code de commerce et à celles de l'administration ;
- 6° Qu'en cas de dissolution, l'actif net qui subsiste après paiement du passif, restitution des apports et distribution, s'il y a lieu, des répartitions différées, est dévolu par l'assemblée générale à des institutions d'intérêt collectif agricole, après approbation du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 81. — Le capital des sociétés coopératives agricoles est susceptible d'augmentation au moyen, soit de souscriptions de nouvelles parts faites par les associés, soit de l'admission d'associés nouveaux, ou de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les statuts déterminent la somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports des sociétaires sortants, cette somme ne pourra être inférieure à la moitié du capital de fondation.

ART. 82. — Sous réserve de spécification expresse par les statuts, les produits confiés aux sociétés coopératives agricoles ou aux unions de coopératives agricoles, par leurs sociétaires individuels ou collectifs, sont réputés appartenir à la société qui les a reçus et celle-ci n'est tenue, en aucun cas, à leur restitution ni à celle des produits de leur transformation mais seulement au paiement par préférence de la répartition éventuellement allouée à chaque sociétaire au prorata de ses apports, compte tenu de leur qualité et conformément aux prescriptions statutaires.

Sont notamment réputés appartenir à une union de coopératives agricoles, dans les conditions ci-dessus, les

produits dont la vente a été statutairement confiée à cette union par les institutions de coopération agricole adhérentes, même lorsque ces produits restent conservés par les soins de ces dernières.

ART. 83. — Les statuts règlent l'étendue et la responsabilité incombant à chacun des sociétaires dans les engagements sociaux.

Le sociétaire qui cessera de faire partie de la société soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

ART. 84. — Tout sociétaire peut être exclu de la coopérative dans les conditions déterminées par les statuts ; chaque exclusion doit être prononcée par l'assemblée générale la plus proche à la majorité fixée pour la modification des statuts.

Une société coopérative agricole ou une union de coopératives agricoles n'est point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des sociétaires, elle continue de plein droit entre les autres sociétaires.

Les statuts peuvent conférer aux administrateurs le pouvoir de refuser les services de la société aux sociétaires qui contreviennent aux obligations reconnues comme essentielles par le pacte social, et notamment en cas de fraude. Cette suspension est effective jusqu'à l'assemblée générale suivante qui est appelée à se prononcer sur l'exclusion définitive des dits sociétaires dans les conditions prévues aux alinéas 1, 4, 5 et 6 de l'article 87 du présent dahir.

ART. 85. — La responsabilité personnelle des membres chargés de l'administration des sociétés coopératives agricoles n'est engagée qu'en cas de violation des statuts ou du présent dahir.

En outre, en cas de fausses déclarations relatives aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs ou du directeur, ils peuvent être poursuivis et punis d'une amende de seize à cinq cents francs (16 à 500 fr.).

ART. 86. — L'administration des biens de chaque coopérative agricole ou union de coopératives agricoles appartient à l'assemblée générale à laquelle tous les sociétaires ont le droit de participer.

L'assemblée générale peut déléguer pour six ans au plus, tout ou partie de ses fonctions à des administrateurs choisis, soit parmi les membres de la société, soit parmi les membres d'une coopérative adhérente ; elle peut révoquer les pouvoirs ainsi délégués.

Dans toute assemblée générale d'une société coopérative agricole, chaque sociétaire, quel que soit le nombre de parts possédées par lui, ne peut avoir qu'un nombre de voix strictement limité par les statuts ; à défaut de dispositions statutaires, chaque associé n'a droit qu'à une seule voix.

Dans toute assemblée générale d'une union de coopératives agricoles, chaque société coopérative adhérente ne peut disposer de plus de quatre voix, quel que soit le nombre de parts sociales qu'elle possède ; une coopérative adhérente ne peut se faire représenter par un autre membre de l'union.

ART. 87. — Les assemblées générales, qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux prévus par les deux alinéas qui suivent, doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration le quart au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation.

Les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration la moitié au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation.

Les assemblées qui ont à délibérer sur la vérification des apports ne consistant pas en numéraire, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs, doivent être composées d'un nombre de membres représentant la moitié au moins de celui des souscripteurs ou des titulaires de parts. Le nombre des souscripteurs ou des titulaires de parts, dont la moitié doit être présente ou représentée pour la vérification des apports, est constitué seulement par l'assemblée des adhérents dont l'apport n'est pas soumis à la vérification.

Si l'assemblée ne réunit pas un nombre de membres en proportion suffisante pour prendre une délibération valable suivant les dispositions ci-dessus établies, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance dans les formes statutaires. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En tout état de cause, l'assemblée générale d'une société coopérative agricole ne saurait, en aucun cas, délibérer valablement si elle réunit moins de cinq sociétaires effectivement présents.

Dans les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les 2/3 au moins des voix des sociétaires présents ou représentés.

Dans toutes les autres assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

ART. 88. — L'assemblée générale désigne chaque année un ou plusieurs commissaires, membres ou non de la société et pris en dehors du conseil d'administration, chargés de faire un rapport à l'assemblée générale sur la situation de la société et les comptes présentés par les administrateurs.

A toute époque et toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt de la société, les commissaires peuvent vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société et prendre connaissance des procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration, ils peuvent exiger la production de toute pièce justificative.

Ils peuvent toujours présenter un rapport à toute assemblée générale même non convoquée par eux.

Leurs fonctions sont gratuites.

Ils sont tenus au secret professionnel en dehors des réunions de l'assemblée générale.

ART. 89. — Les fonds libres des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions sont soit déposés au Trésor, à la Banque d'État du Maroc, ou à la Caisse fédérale, soit affectés à l'achat de valeurs des États français ou maro-

cain, ou de valeurs garanties par ces mêmes Gouvernements, ou en bons ou obligations de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc.

ART. 90. — Les statuts de toute société coopérative agricole ou union de coopératives agricoles doivent spécifier expressément :

1° Que le taux de remboursement des parts sociales ne peut, en aucun cas, excéder leur prix initial ;

2° Qu'il est effectué, sur les excédents nets annuels, un prélèvement de un dixième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le montant du capital social ;

3° Que le taux d'intérêt servi aux parts sociales après ce prélèvement ne peut excéder le taux moyen annuel d'escompte de la Banque d'État du Maroc avec un maximum de 4 % ;

4° Que les excédents annuels, déduction faite des charges d'amortissement, intérêts au capital, frais généraux et réserve prescrite par le 2° alinéa du présent article, ne peuvent être répartis, s'il y a lieu, entre les associés que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la coopérative ;

5° Que le total des divers fonds de réserve ne peut être porté au delà du double du capital social.

TITRE DEUXIÈME

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

ART. 91. — Les sociétés coopératives agricoles ont pour objet :

1° D'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant : la production, la transformation, la conservation, le mélange, la préparation en vue de la vente, et la vente des produits végétaux ou animaux provenant exclusivement des exploitations des associés, et des sous-produits provenant des dites opérations, à l'exclusion toutefois de la transformation de ces sous-produits, notamment par leur mise en œuvre dans des fabrications de caractère industriel ;

2° D'acheter en commun pour les répartir de quelque manière que ce soit entre leurs adhérents, pour les seuls besoins de leurs exploitations agricoles personnelles exclusivement, tous les produits nécessaires à l'exploitation agricole (outillage, machines, appareils, semences, engrais, fongicides, insecticides, etc...) à l'exception de tous autres produits et denrées et, notamment, de ceux à l'usage des personnes.

Toutes autres opérations et, notamment, les ventes à crédit et les opérations de prêts à leurs sociétaires leur sont interdites.

ART. 92. — Les sociétés coopératives agricoles doivent être formées de sept membres au moins :

Peuvent en faire partie :

1° Les agriculteurs propriétaires, métayers, fermiers ou locataires, exploitant dans la circonscription de la société ;

2° Les sociétés coopératives agricoles en nombre non supérieur à cinq et en proportion n'excédant pas le dixième du nombre total des associés.

TITRE TROISIÈME

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX UNIONS DE COOPÉRATIVES AGRICOLES

ART. 93. — Les unions de coopératives agricoles ont exclusivement pour objet d'effectuer en commun tout ou partie des opérations qui constituent l'objet des sociétés coopératives agricoles ou unions de coopératives agricoles adhérentes.

ART. 94. — Les unions de coopératives agricoles peuvent être formées d'un nombre de membres inférieur à sept.

Peuvent faire partie des unions de coopératives agricoles les sociétés coopératives agricoles et les unions de coopératives agricoles ayant un objet commun avec celui des unions auxquelles elles s'affilient.

TITRE QUATRIÈME

CONTROLE DE L'ÉTAT

ART. 95. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions sont soumises au contrôle de l'État.

Ce contrôle est assuré par les agents de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, désignés à cet effet. Ces agents ont qualité pour vérifier la comptabilité et la gestion, ainsi que l'application des prescriptions légales, réglementaires et statutaires ; ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives.

Près des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions, le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation peut, s'il le juge utile, nommer des commissaires du Gouvernement chargés de surveiller le fonctionnement général de ces institutions.

Le directeur général des finances peut également nommer un commissaire du Gouvernement auprès des unions de coopératives agricoles, ou des coopératives agricoles dites centrales, étendant leurs opérations à toute la zone française de l'Empire chérifien, lorsque ces institutions ont reçu le concours financier de l'État, sous forme de subventions, d'avances, d'exonérations fiscales, ou de garanties d'intérêt.

Les commissaires du Gouvernement autorisent l'emploi et le placement des fonds disponibles des sociétés coopératives agricoles ou unions de coopératives agricoles auprès desquelles ils sont placés, sur avis conforme du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, pris d'accord avec le directeur général des finances ; ils établissent annuellement un rapport sur ces opérations.

Les coopératives agricoles et leurs unions sont soumises à l'inspection de la direction générale des finances.

TITRE CINQUIÈME

DISPOSITIONS FISCALES

ART. 96. — Les actes constitutifs des coopératives agricoles et de leurs unions sont sujets au seul droit fixe d'enregistrement lorsque ces organismes se conforment aux prescriptions du présent dahir.

ART. 97. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions régulièrement autorisées dont les statuts, le fonctionnement et les opérations sont reconnus conformes aux dispositions du présent dahir, sont exonérées de l'impôt des patentes.

En ce qui concerne les opérations de transformation, l'exemption visée à l'alinéa ci-dessus ne porte que sur les produits ou sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux ou pouvant être utilisés à titre de matières premières par l'agriculture ou l'industrie.

CHAPITRE IV

Dispositions transitoires et diverses

ART. 98. — Les caisses de crédit agricole mutuel régies par la législation abrogée par le présent dahir et existant lors de sa promulgation sont dissoutes : leur actif et leur passif sont repris par la Caisse fédérale.

ART. 99. — Les dispositions du dernier alinéa de l'article 66 ne sont pas applicables aux sociétés coopératives agricoles et à leurs unions constituées sous le régime de la législation antérieure. Ces institutions devront, dans un délai de six mois à dater de la promulgation du présent dahir, soit se conformer à ses prescriptions, notamment en effectuant la déclaration prévue à l'article 69 en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation du Gouvernement, soit procéder à leur dissolution.

En cas d'infraction à ces prescriptions ou en cas de refus de renouvellement de l'autorisation, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 73 sont applicables après un préavis d'un mois.

ART. 100. — Les conditions d'application du présent dahir seront déterminées par arrêté de notre Grand Vizir.

*Fait à Casablanca, le 19 jourmada I 1354,
(20 août 1935).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 août 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 22 AOUT 1935 (21 jourmada I 1354)

relatif à la rétribution du personnel auxiliaire de l'Office du Protectorat à Paris.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 avril 1926 (3 chaoual 1344) portant statut du personnel de l'Office du Protectorat à Paris, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juin 1935 (27 rebia I 1354) relatif à la rétribution du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'arrêté viziriel du 29 juin 1935 (27 rebia I 1354) instituant, à partir du 1^{er} juillet 1935, une réduction de 6 % sur les salaires de tous les agents auxiliaires des administrations publiques du Protectorat rétribués sur le budget de l'État, les budgets annexes, les budgets des municipalités, les budgets des offices et des établissements publics, ne sont pas applica-

bles aux agents auxiliaires de l'Office du Protectorat de la République française au Maroc.

*Fait à Casablanca, le 21 jourmada I 1354,
(22 août 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 août 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

ARRÊTE VIZIRIEL DU 20 AOUT 1935 (19 jourmada I 1354)

modifiant l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation et, notamment, ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application de ce contrôle, complété par l'arrêté viziriel du 9 juillet 1934 (26 rebia I 1353) ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur général des finances et du chef du service du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 5 et 6 de l'arrêté viziriel susvisé du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 5. — Le contrôle technique institué par le dahir précité du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) est applicable aux expéditions :

«
« 4° D'oranges, de mandarines, de clémentines, d'amandes décortiquées et d'autres fruits frais ou secs ;
« »

« Article 6. — Le taux de la taxe d'inspection est fixé ainsi qu'il suit pour les différents produits soumis au contrôle :

«
« 4° Fruits :
« Oranges, mandarines, clémentines : 0 fr. 25 par colis ;
« Amandes décortiquées : 1 fr. 50 par colis ;
« Autres fruits frais ou secs : 0 fr. 10 par colis.
« »

*Fait à Rabat, le 19 jourmada I 1354,
(20 août 1935).*

MOHAMED RONDA,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 août 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION**

relatif au contrôle des raisins frais à l'exportation.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juin 1934 relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation et, notamment, ses articles 4, 6 et 7 ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation, complété par les arrêtés viziriels des 9 juillet 1934 et 20 août 1935 ;

Après avis du chef du service du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les certificats d'inspection relatifs aux expéditions de raisins frais devront constater que ceux-ci répondent aux conditions suivantes, faute de quoi le service des douanes refusera l'exportation.

1° *Variétés.* — Seules les variétés présentant les qualités d'un bon raisin de table peuvent être exportées ;

2° *Maturité.* — Il ne peut être exporté que du raisin mûr dont la teneur en sucre est suffisamment forte ;

3° *Aspect.* — La grappe doit être régulière. Les grappes à grains trop serrés (boudins), les grappillons et les grappes millerandées seront exclues. La rafle doit être fraîche et souple.

Les grains doivent être sains et fermes, exempts de blessures et d'atteintes de maladies cryptogamiques ou d'insectes, recouverts de leur pruine, propres et sans poussière de soufre ou autres produits de traitement, bien formés, bien attachés au pédoncule ;

4° *Classement.* — Quelle que soit sa variété, le raisin exporté est classé en :

Raisin de qualité extra et raisin de choix :

a) *Raisin de qualité extra.* — La grappe doit être parfaitement régulière et à grains régulièrement espacés, ciselée le cas échéant. Sa taille et son poids doivent être au-dessus de la moyenne normalement atteinte par la variété.

La grosseur du grain doit être au-dessus de la moyenne normalement atteinte par la variété. Tous les grains doivent présenter uniformément la teinte, le goût et l'aspect caractéristique de l'état de maturité de la variété ;

b) *Raisin de choix.* — La taille et le poids de la grappe, la grosseur du grain ne doivent pas être en dessous de la moyenne normalement atteinte par la variété.

5° *Conditionnement.* — Les colis devront être de composition homogène et ne devront contenir que des raisins de même variété et de même qualité ;

6° *Emballages.* — Sont seuls autorisés les emballages suivantes :

a) Billots genre Mussy n° 12 ;

b) Billots genre Mussy n° 14 ;

c) Caissettes dont le poids brut ne dépassera pas 10 kilos.

Les caissettes peuvent être assemblées en fardeaux de deux ou trois.

Ces emballages devront être neufs, propres, en bois lisse, sec, exempt de moisissures, sans odeur ;

7° *Empaquetage.* — L'emploi dans les colis, de paille, de fourrage ou de papier imprimé est interdit.

Les parois intérieures des colis seront garnies de papier.

Les grappes seront placées côte à côte par couches régulières. Ces couches seront séparées les unes des autres et du fond de l'emballage par un lit de fibre souple et fine, prise entre deux papiers.

Les grappes de la couche supérieure seront isolées par un enveloppement pouvant porter la marque de l'exportateur et recouvert d'un lot de fibre.

Le papier et la fibre employés seront inodores et de couleur indélébile ;

8° *Marquage.* — Tous les colis devront porter sur le couvercle l'indication de la variété et de la qualité, en lettres de 2 centimètres de hauteur environ.

La qualité sera définie par le mot « extra » en toutes lettres pour le raisin de qualité extra et par le mot « choix » en toutes lettres pour le raisin de choix. Les termes « extra » ou « choix » seront précédés du nom de la variété en toutes lettres.

ART. 2. — Seuls les raisins « extra » sont admis à l'emploi de la marque nationale.

ART. 3. — Le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 20 août 1935.

LEFEVRE.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant modification à l'arrêté du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENCE GÉNÉRALE,

Vu l'arrêté résidentiel du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 8 janvier 1932, sont supprimées les majorations afférentes aux indemnités allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires au titre des frais exposés pour les déplacements de service ou de mission effectués sur le territoire de l'Empire chérifien, hors de la zone française.

ART. 2. — Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} juillet 1935.

Rabat, le 31 juillet 1935.

J. HELLEU.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant limitation de la circulation sur la piste touristique
allant de la route n° 2 à la plage de Mehdiâ.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment l'article 6,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication du présent arrêté, la circulation sur la piste touristique allant du km. 27,700 de la route n° 2 (de Rabat à Tanger), à la plage de Mehdiâ, est interdite à tous les véhicules autres que les voitures légères de tourisme.

ART. 2. — A partir de la même date, la circulation sur la dite piste se fera dans le sens :

Rabat-Mehdiâ :

Samedi et veilles de jours fériés de 12 h. à 24 h.

Dimanche et jours fériés de 0 h. à 16 h.

Mehdiâ-Rabat :

Dimanche et jours fériés de 16 h. à 24 h.

ART. 3. — Des panneaux indicateurs seront placés aux extrémités de la piste, faisant connaître les modalités et la date du présent arrêté.

ART. 4. — L'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement du Rharb, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 12 août 1935.

NORMANDIN.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'une enquête sur le projet de déclassement d'une section de l'ancienne piste de Meknès à El-Hajeb.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le projet de déclassement d'une section de l'ancienne piste de Meknès à El-Hajeb, se trouvant au droit des P.K. 17,850 à 18,310 de la route n° 21 (de Meknès à la Haute-Moulouya) ;

Vu le plan au 1/2.000^e annexé au présent arrêté ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du nord,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de commodo d'une durée d'un mois est ouverte dans le territoire de la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, sur le projet de déclassement d'une section de l'ancienne piste de Meknès à El-Hajeb, située au droit des P.K. 17,850 à 18,310 de la route n° 21 (de Meknès à la Haute-Moulouya), sur une longueur de 460 mètres.

A cet effet, le dossier est déposé, du 26 août au 25 septembre 1935, dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, à Meknès.

ART. 2. — L'enquête sera annoncée par des avis rédigés en français et en arabe, affichés dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue, insérés dans le *Bulletin officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la région de Meknès, et publiés dans les douars et marchés de la circonscription de contrôle civil de Meknès-banlieue.

ART. 3. — Après clôture de l'enquête, le contrôleur civil de Meknès-banlieue, retournera au directeur général des travaux publics le dossier de l'enquête accompagné de son avis et de celui du général commandant la région de Meknès.

Rabat, le 13 août 1935.

NORMANDIN.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE,
DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION**

modifiant et complétant les arrêtés des 7 janvier et
25 mars 1935 relatifs au contrôle des vins marocains à
l'exportation.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juin 1934 relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation ;

Vu les arrêtés viziriels des 21 juin et 29 juillet 1934 relatifs à l'application de ce contrôle ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 août 1934 portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins ;

Vu l'arrêté du 7 janvier 1935 relatif au contrôle des vins marocains à l'exportation, complété et modifié par l'arrêté du 25 mars 1935 ;

Après accord du chef du service du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les prescriptions relatives à « l'acidité fixe minimum » des vins exportés, fixées par l'article premier de l'arrêté susvisé du 25 mars 1935, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 3 g. 7 par litre pour les vins ayant un degré alcoolique compris entre 11 et 11,5 ;

« 3 g. 5 par litre pour les vins ayant un degré alcoolique compris entre 11,5 et 12 ;

« 3 g. 4 par litre pour les vins ayant un degré alcoolique compris entre 12 et 12,5 ;

« 3 g. 3 par litre pour les vins ayant un degré alcoolique supérieur à 12,5. »

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 7 janvier 1935 est complété par un 8^e alinéa ainsi conçu :

« 8^e Le pays d'exportation. »

ART. 3. — L'article 7 de l'arrêté susvisé du 7 janvier 1935 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour les expéditions à destination de pays ayant reconnu officiellement les appellations d'origine des vins du Maroc, les fûts ou caisses devront obligatoirement être revêtus d'une inscription mentionnant l'appellation d'origine à laquelle les vins ont droit. Cette inscription devra être d'une hauteur minimum de 60 millimètres, et sur les caisses elle devra être portée sur deux faces au moins. »

ART. 4. — L'article 8 de l'arrêté susvisé du 7 janvier 1935 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le directeur de l'O.C.E. est autorisé à accorder certaines dérogations pour les expéditions ne revêtant pas un caractère commercial et pour les cas de force majeure, et après accord du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, pour certains marchés particuliers. »

Rabat, le 17 août 1935.

LEFÈVRE.

SAPEURS-POMPIERS

Par arrêté viziriel, en date du 16 août 1935, et par complément aux dispositions de l'arrêté viziriel du 18 juillet 1933, portant nomination de M. Paradis, en qualité de lieutenant commandant la section des sapeurs-pompiers de la ville de Meknès, le bénéfice du droit au logement en nature est accordé à M. Paradis.

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

ADMINISTRATION MUNICIPALE

Par arrêté viziriel en date du 16 août 1935, M. Broc Martial, lieutenant, commandant la compagnie des sapeurs-pompiers de la ville de Fès, est considéré comme démissionnaire d'office de ses fonctions à compter du 1^{er} avril 1935, et rayé des contrôles du corps à compter du même jour.

*
* *

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date des 29 juillet et 1^{er} août 1935 :

Est acceptée, à compter du 31 juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M. STÉFANI Antoine, sous-brigadier des douanes de 3^e classe.

Est acceptée, à compter du 1^{er} septembre 1935, la démission de son emploi offerte par M. PÉRALDI Antoine, préposé-chef des douanes hors classe.

*
* *

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 12 août 1935, est acceptée, à compter du 20 septembre 1935, la démission de son emploi offerte par M. HUBERT Pierre, agent technique principal des travaux publics hors classe.

*
* *

TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Par arrêtés du trésorier général, en date du 7 août 1935, sont promus, à compter du 1^{er} août 1935 :

Commis principal de 1^{re} classe

M. BERNARD Antoine, commis principal de 2^e classe.

Commis principal de 2^e classe

MM. SECOND Césaire et GILBERT Louis, commis principaux de 3^e classe.

Commis principal de 3^e classe

M. GOMILA Jules, commis de 1^{re} classe.

*
* *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 16 juillet 1935 :

M. BERGE Jean, inspecteur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), est promu au 2^e échelon de son grade, à compter du 1^{er} septembre 1935.

Est acceptée, à compter du 30 septembre 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} BUISSON Juliette, dame employée de 2^e classe.

Est acceptée, à compter du 1^{er} août 1935, la démission de son emploi offerte par M. TALEB MOHAMED BEN HOMAN BEN AHMED, facteur indigène de 8^e classe.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 22 juillet 1935 :

Est acceptée, à compter du 17 juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} MARCIANO Esther, dame employée de 3^e classe en disponibilité.

Est acceptée, à compter du 28 juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} GUIBERT Geneviève, dame employée de 2^e classe.

Est acceptée, à compter du 25 septembre 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} FERRÉ Capille, dame employée de 2^e classe.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 26 juillet 1935, les surnuméraires dont les noms suivent sont promus commis de 6^e classe :

M. FAURE Charles, à compter du 26 mai 1934 ;

M. ROY Fernand, à compter du 16 septembre 1934.

Est acceptée, à compter du 8 juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} BERTHEAU Marcelle, dame employée de 3^e classe en disponibilité.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 30 juillet 1935, M. SERRÉNO Émile, contrôleur adjoint, est nommé receveur de 5^e classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} septembre 1935.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 31 juillet 1935, M. NEURS Charles, surnuméraire en disponibilité pour service militaire, est réintégré en la même qualité, à compter du 22 juillet 1935.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 3 mars 1935, est acceptée, à compter du 31 août 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} Bessou Lucie, dame employée de 1^{re} classe.

*
* *

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 8 août 1935, M. ABDESSELEM BEN ABDALLAH, maître infirmier de 3^e classe, est révoqué de ses fonctions, à la date du 22 juillet 1935.

Par arrêté du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 9 août 1935, sont promus, à compter du 1^{er} juillet 1935.

Infirmier de 3^e classe

MM. AHMED BEN MOHAMED et MOHAMED BEN EMBAREK, infirmiers indigènes stagiaires.

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 12 août 1935, M^{me} SOHIER Marthe, infirmière diplômée d'État, est recrutée en qualité d'infirmière du cadre ordinaire de 4^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1935.

ADMISSION A LA RETRAITE

Par arrêté viziriel en date du 25 juillet 1935, M. Getten Henri-Félix-Lucien, chef de bureau hors classe du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, est admis à faire valoir ses droits à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance marocaine ou à une pension de retraite, à compter du 30 septembre 1935.

Par arrêté viziriel en date du 30 juillet 1935, M^{me} Gaillardy, née Xueref Michela, surveillante principale à la prison des femmes de Casablanca, est admise à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} mai 1935, au titre d'ancienneté de service.

Par arrêté viziriel en date du 7 août 1935, M. de Saint-Julien Honoré-Léon-Marie-Louise-Anne-Antoine-Pierre-Raymond, commis de classe exceptionnelle à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1^{er} septembre 1935, au titre d'ancienneté de service.

RADIATION DES CADRES

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 10 août 1935, pris en application des dispositions du dahir du 8 mars 1935, M. Bardy Gabriel, conducteur principal des travaux publics de 2^e classe, admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance marocaine, à compter du 1^{er} octobre 1935, est rayé des cadres à la même date.

Par arrêté du directeur, chef du service topographique, en date du 8 août 1935, M. Martin Louis, ingénieur-topographe principal de 1^{re} classe, admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, est rayé des cadres du personnel du service topographique, à compter du 1^{er} septembre 1935.

Par arrêté du directeur, chef du service topographique, en date du 8 août 1935, M. Vatin Albert, topographe principal hors classe, admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, est rayé des cadres du personnel du service topographique, à compter du 1^{er} septembre 1935.

Par arrêté du directeur, chef du service topographique, en date du 8 août 1935, M. Bordet Henri, topographe principal hors classe, admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, est rayé des cadres du personnel du service topographique à compter du 1^{er} septembre 1935.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 24 juillet 1935, sont rapportés :

1^o L'arrêté, en date du 8 juin 1935, portant radiation des cadres de M^{me} Armonjon, née Dumaz, maîtresse de travaux manuels stagiaire à l'école professionnelle musulmane de filles de Casablanca ;

2^o L'arrêté, en date du 13 juin 1935, portant radiation des cadres de M. Boscheron, répétiteur chargé de classe de 1^{re} classe au lycée Regnault, à Tanger.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 22 juillet 1935, M^{me} AMADEI Elisabeth, dame employée de 5^e classe, autorisée à continuer ses fonctions dans les services métropolitains, a été rayée des cadres à compter du 21 juillet 1935.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 29 juillet 1935, M. GIAMARCHI François, facteur de 1^{re} classe, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, a été rayé des cadres à compter du 16 août 1935.

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 20 juillet 1935, et par application des prescriptions légales sur la limite d'âge, M. Carrie François-Ivan, garde des eaux et forêts hors classe, à Dar-ben-Hacine, circonscription de Salé, admis à faire valoir ses droits à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance marocaine ou à une pension de retraite à compter du 11 septembre 1935, est rayé des cadres à la même date.

CONCESSION DE PENSIONS CIVILES*Fonds spécial des pensions*

Par arrêté viziriel en date du 7 août 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M. Versini Samuel, inspecteur sous-chef de police.

1^o Pension principale

Montant de la pension : 9.644 francs.

Majoration pour enfants : 964 francs.

Indemnités pour charges de famille au titre des 4^e, 5^e et 6^e enfants : 5.760 francs.

2^o Pension complémentaire

Montant de la pension : 4.820 francs.

Majoration complémentaire pour enfants : 482 francs.

Indemnités complémentaires pour charges de famille au titre des 4^e, 5^e et 6^e enfants : 2.880 francs.

Jouissance du 1^{er} août 1935.

Par arrêté viziriel en date du 7 août 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M. Duché Guillaume-Antoin-Émile, médecin de la santé et de l'hygiène publiques.

1^o Pension principale : 22.500 francs.

2^o Pension complémentaire : 11.250 francs.

Jouissance du 1^{er} avril 1935.

Par arrêté viziriel en date du 7 août 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, est concédée la pension civile ci-après au profit de M. Jean Georges, ex-commis de 1^{re} classe au tribunal de première instance de Marrakech.

Pension principale

Montant de la pension : 1.876 francs.

Jouissance du 1^{er} août 1935.

**CONCESSION DE PENSION
à des militaires de la garde de S.M. le Sultan.**
Caisse marocaine de retraites

Par arrêté viziriel en date du 7 août 1935, les pensions viagères annuelles ci-dessous sont concédées aux gardes de 1^{re} classe de la garde de S.M. le Sultan :

M'Barck ben Mohamed, n° m^{le} 1.246 : 1.350 francs.

Jouissance du 4 août 1935.

Ahmed ben Hamadi, n° m^{le} 1.429 : 1.275 francs.

Jouissance du 16 août 1935.

Allal ben Mohamed, n° m^{le} 369 : 1.200 francs.

Jouissance du 18 août 1935.

PARTIE NON OFFICIELLE

**AVIS DE CONCOURS
concernant une administration métropolitaine.**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Avis de concours pour un emploi de rédacteur
à l'administration centrale.*

Un concours pour l'admission à une place de rédacteur à la comptabilité sera ouvert au ministère des affaires étrangères le 21 octobre 1935.

Les candidats devront satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Être âgé de plus de vingt-trois ans et de moins de trente ans à la date de l'inscription ;

2^o Avoir effectué leur service militaire ou en être exempté définitivement ;

3^o Être pourvu d'une licence ou, à défaut, du baccalauréat accompagné du diplôme d'une des écoles suivantes : sciences politiques, hautes études commerciales, école supérieure de commerce reconnue par l'État.

Les candidats subiront en outre, avant le début des épreuves une visite médicale au ministère des affaires étrangères.

Le programme du concours comprend les épreuves suivantes :

a) A l'écrit : composition française ; rédaction d'une note sur une question ayant trait à l'organisation constitutionnelle et administrative de la France ; problèmes d'arithmétique et calculs sur le change ;

b) A l'oral : histoire de France ; géographie ; comptabilité publique et matières budgétaires.

Les candidats peuvent se faire inscrire dans le délai d'un mois à compter du 8 août 1935 au service du personnel du ministère des affaires étrangères où tous autres renseignements ainsi que le programme détaillé des épreuves seront fournis sur demande.

Les pièces à produire sont les suivantes : acte de naissance, casier judiciaire, certificat de moralité, état des services militaires et diplômes.

PRIMES D'ENCOURAGEMENT

CIRCONSCRIPTIONS HIPPIQUES ET LIEUX DES RÉUNIONS	DATES (à 8 heures)	ESPECE CHEVALINE					Courses de la guerre 9.680 fr.	ESPECE MULASSIERE 29.700 francs	STATIONS DE MONTE RATTACHÉES A CHAQUE CENTRE DE RÉUNION
		Primes à décerner : 74.000 francs dont : 29.000 francs du ministre de la guerre et 45.000 francs du Protectorat							
		400 fr.	200 fr.	100 fr.	50 fr.	Sommes allouées			
<i>Témara :</i>									
Témara	16 septembre	"	"	1	14	800	"	Pas de concours	Témara.
Khemissét	21 septembre	1	6	79	"	9.500	2.180	2.500	Khemissét—Tiffet.
Teddars	26 septembre	"	2	18	"	2.200	500	2.000	Teddars.
Boulhaut	29 septembre	1	3	12	"	2.200	"	1.800	Boulhaut.
Boucheron	3 octobre	1	3	12	"	2.200	250	1.500	Boucheron.
Oued-Zem	7 octobre	"	"	1	8	500	"	1.000	Oued-Zem.
Marchand	9 octobre	1	2	13	"	2.100	250	2.500	Marchand.
Dar-Gueddari	17 octobre	"	4	12	"	2.000	"	1.200	Dar-Gueddari.
	TOTAUX.....	4	20	148	22	21.500	3.180	12.500	
<i>Meknès :</i>									
Sefrou	21 septembre	"	1	1	6	600	"	1.000	Sefrou.
Outat-el-Ilaj	23 septembre	1	2	10	24	3.000	600	Pas de concours	Outat-el-Ilaj.
Petitjean	26 septembre	1	2	10	24	3.000	400	1.500	Petitjean.
Meknès	28 septembre	"	1	2	6	700	"	1.800	Meknès.
Tissa	2 et 3 octobre	1	2	15	41	4.500	700	1.500	Tissa.
Sidi-Djellil	5 octobre	"	1	2	12	1.000	"	Pas de concours	Sidi-Djellil.
Taza	7 et 8 octobre	1	2	10	44	4.000	700	1.200	Taza.
Khenifra	9 octobre	1	2	10	24	3.000	"	Pas de concours	Khenifra.
Fès	14 octobre	"	1	2	6	700	"	1.800	Fès.
	TOTAUX.....	5	14	62	190	20.500	2.400	8.800	
<i>Oujda :</i>									
Oujda	2 octobre	"	"	"	"	"	"	1.200	
	TOTAUX.....	"	"	"	"	"	"	1.200	
<i>Mazagan :</i>									
Sidi-Bennour	5 septembre	1	3	10	"	2.000	"	Pas de concours	Sidi Enna-Ménis des Zéramas
Souk-el-Tnine	6 septembre	2	6	24	"	4.400	"	Id.	Souk-el-Tnine.
Mazagan	7 et 8 septembre	2	5	24	"	4.200	1.600	Id.	Mazagan—Bou-Askeur.
Foucault	13 septembre	1	3	12	"	2.200	"	Id.	Ouled-Saïd.
Benahmed	20 septembre	1	4	15	"	2.700	"	Id.	Benahmed.
Sottat	21 et 22 septembre	1	5	21	"	3.500	1.500	1.600	Sottat.
	TOTAUX.....	8	26	106	"	19.000	3.100	1.600	
<i>Marrakech :</i>									
Dar-ould-Zidouh	30 septembre	1	1	4	"	1.000	"	1.200	Dar-ould-Zidouh.
Beni-Mellal	1 ^{er} octobre	"	"	"	"	"	"	1.000	"
Chichaoua	3 octobre	1	1	4	"	1.000	"	Pas de concours	Chichaoua.
Chemafa	4 octobre	2	8	13	"	3.700	"	Pas de concours	Chemafa.
Safi	5 et 6 octobre	2	8	14	"	3.800	1.000	1.000	Tléta de Sidi-Bou-Guedra.
Benguerir	9 octobre	1	1	5	"	1.100	"	1.200	Benguerir.
El-Kelâa	11 octobre	1	1	8	"	1.400	"	1.200	El-Kelâa.
Marrakech	27 octobre	1	1	4	"	1.000	"	Pas de concours	Marrakech.
	TOTAUX.....	9	21	52	"	13.000	1.000	5.600	

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 5 au 11 août 1935

A. — STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines	
Casablanca	54	13	23	35	125	28	19	27	7	81	"	"	12	2	14
Fès	2	1	2	1	6	8	5	5	5	23	"	"	1	"	1
Marrakech	"	"	"	2	2	6	40	"	4	50	2	"	"	1	3
Meknès	1	11	4	"	16	5	6	3	"	14	"	"	"	"	"
Oujda	13	3	1	"	17	17	1	2	"	20	"	"	"	"	"
Rabat	6	6	5	10	27	7	36	1	17	61	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	76	34	35	48	193	71	107	38	33	249	2	"	13	3	18

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITÉ

VILLES	Français	Marocains	Espagnols	Italiens	Portugais	Autres nationalités	TOTAL
Casablanca	79	74	21	18	6	8	206
Fès	10	13	"	"	2	"	25
Marrakech	3	45	"	3	"	"	51
Meknès	7	17	4	"	"	1	29
Oujda	30	4	2	"	"	1	37
Rabat	13	67	3	1	1	1	86
TOTAUX.....	142	220	30	22	9	11	434

ÉTAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pendant la période du 5 au 11 août 1935, les bureaux de placement ont réalisé, dans l'ensemble, un nombre de placements sensiblement égal à celui de la semaine précédente (193 contre 195).

Il ressort du tableau ci-dessus que le nombre des demandes non satisfaites est inférieur à celui de la semaine précédente (249 contre 289), ainsi que celui des offres non satisfaites (18 contre 36).

A Casablanca, le bureau de placement a procuré un emploi à 77 Européens, dont 54 hommes et 23 femmes : 10 employés de bureau, un chef de chantier, 32 peintres en bâtiment, un ouvrier tapissier, 4 chauffeurs, 4 ajusteurs-mécaniciens, un garçon de restaurant, un ouvrier coiffeur, ainsi que 6 sténographes, 2 serveuses de restaurant et de 15 bonnes à tout faire.

Il a placé 48 Marocains : 9 garçons d'hôtels et de restaurants, 2 chaouchs, un chauffeur, un domestique et 35 bonnes à tout faire.

Cette semaine, 2.285 chômeurs européens, dont 306 femmes, étaient inscrits au bureau de placement.

A Fès, le bureau de placement a placé un maçon et un mécanicien européens, 2 bonnes à tout faire européennes et une femme de ménage marocaine.

Cette semaine, 353 chômeurs européens, dont 80 femmes, étaient inscrits au bureau de placement.

A Marrakech, le bureau de placement a procuré un emploi à 2 domestiques marocains. Cette semaine, 125 chômeurs européens, dont 9 femmes, étaient inscrits au bureau de placement.

A Meknès, le bureau de placement a placé un maçon européen, une cuisinière, une bonne à tout faire, une femme de ménage et une concierge européennes, ainsi que 5 manœuvres, 5 ouvriers agricoles et un cuisinier marocain.

Cette semaine 121 chômeurs européens, dont 23 femmes, étaient inscrits au bureau de placement.

A Oujda, le bureau de placement a procuré un emploi à 13 Européens (un électricien, un coffreur, un ingénieur électricien, 4 chauffeurs, 2 boulangers, 2 employés de bureau, un comptable et un dessinateur), ainsi qu'à 3 Marocains (2 maçons et un employé de bureau).

Cette semaine, 76 chômeurs européens, dont une femme, étaient inscrits au bureau de placement.

A Rabat, le bureau de placement a placé 11 Européens (5 employés de bureau, un traducteur d'anglais, un secrétaire d'avocat, un maçon, une femme de ménage, une cuisinière et une femme de chambre), ainsi que 16 Marocains (un plongeur, un garçon d'hôtel, 3 cuisiniers, un domestique, 8 bonnes à tout faire et 2 femmes de ménage).

Cette semaine, 485 chômeurs européens, dont 74 femmes, étaient inscrits au bureau de placement.

Assistance aux chômeurs

A Casablanca, pendant la période du 5 au 11 août 1935, il a été distribué au fourneau économique par la Société de bienfaisance 1.077 repas. La moyenne journalière des repas a été de 154 pour 62 chômeurs et leurs familles. En outre, une moyenne journalière de 28 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. La région des Chaouïa a distribué, au cours de cette semaine, 3.110 rations complètes et 332 rations de pain et de viande. La moyenne quotidienne des rations complètes a été de 444 pour 164 chômeurs et leurs familles et celle des rations de pain et de viande a été de 47 pour 24 chômeurs et leurs familles.

A Fès, la Société de bienfaisance a distribué 707 repas aux chômeurs et à leurs familles ; une moyenne journalière de 25 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. 108 chômeurs européens sont assistés.

A Marrakech, le chantier municipal de chômage a occupé 31 ouvriers de professions diverses dont : 7 Français, 18 Italiens, 4 Espagnols, un Bulgare et un Allemand. La Société de bienfaisance a délivré, au cours de cette semaine, pour 960 francs de vivres à 21 chômeurs ou familles de chômeurs nécessiteux.

A Meknès, le centre d'hébergement assiste actuellement 24 personnes, dont 10 sont à la fois nourries et logées.

A Oujda, 39 chômeurs européens ont été secourus par la Société de bienfaisance française.

A Rabat, la Société de bienfaisance de Rabat-Salé a distribué, au cours de cette semaine, 1.821 rations. La moyenne journalière des repas servis a été de 260 pour 52 chômeurs et leurs familles. L'asile de nuit a hébergé en moyenne 25 chômeurs par jour.

Récapitulation des opérations de placement pendant le mois de juillet 1935.

Pendant le mois de juillet 1935, les six bureaux principaux et les bureaux annexes ont réalisé 950 placements, mais n'ont pu satisfaire 1.271 demandes d'emploi et 145 offres d'emploi.

Les bureaux annexes ont pu réaliser 3 placements et n'ont pu satisfaire 77 demandes d'emploi.

Dans cette statistique ne sont pas compris les bureaux annexes de Mazagan, Ouezzane et Salé qui n'ont fait parvenir aucun renseignement sur leurs opérations de placement.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard.

Le 19 AOÛT 1935. — Prestations 1935 des Européens : contrôle civil de Sidi-Bennour O.C.P. Louis-Gentil.

Prestation 1935 des indigènes non sédentaires : Port-Lyautey-banlieue, caïdat des Oulad-Slama.

Le 21 AOÛT 1935. — Taxe urbaine : Casablanca-nord (4^e émission 1934).

Le 26 AOÛT 1935. — Taxe urbaine 1935 : Casablanca-nord (5^e arrondissement, articles 63.001 à 63.929 et 69.001 à 69.604).

Patentes et taxe habitation 1935 : Martimprey.

Rabat, le 17 août 1935.

Le chef du service des perceptions
et recettes municipales,
PIALAS.

SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

COURS DES BLÉS TENDRES pratiqués sur la place de Casablanca pendant la période du 9 au 16 août 1935.

	TRAITÉ		NOMINAL	
	DISPONIBLE	LIVRABLE	DISPONIBLE	LIVRABLE
Lundi	57 magasin 57 rendu			
Mardi	57-57,50 rendu 57,50 magasin anc. r. 55,50 rendu	Octobre 58 rendu		
Mercredi	58,50 magasin			
Jeudi				
Vendredi	59 magasin 58,50 rendu	Octobre 60 rendu		

DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES

L. COSSO-GENTIL

9, rue de Mazagan — RABAT

Téléphone : 25.11

TARIFS SPÉCIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers

GARDE - MEUBLES PUBLIC

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.